

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Extrait des délibérations de la séance du 14 septembre 2023

Sous la présidence de M. Stéphane Troussel, la Commission Permanente s'est assemblée au lieu ordinaire de ses séances.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Troussel, M. Guiraud, Mme Labbé, M. Bouamrane, Mme Azoug, Mme Youssouf, Mme Dellac, M. Blanchet, Mme Thibault, M. Duprey, Mme Laroche, M. Monot, Mme Denis, Mme Filhol, M. Taïbi, Mme Saïd-Anzum, Mme Girardet, M. Daller, M. Cranoly, Mme Maroun, M. Martin P-Y, Mme Pietri, M. Bluteau, Mme Paul, Mme Choulet, Mme Ségura, M. Chabani, Mme Lagarde

ÉTAIENT EXCUSÉS :

M. Bedreddine donnant pouvoir à Mme Labbé
M. Sadi donnant pouvoir à Mme Dellac
Mme Lecroq donnant pouvoir à M. Blanchet

ÉTAIENT ABSENTS :

M. Constant, M. Molossi, M. Monany, M. Martin S.



Délibération n° 06-01 du 14 septembre 2023

LAURÉAT DU 2^{ÈME} APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT SUR LES AGENCES LOCALES D'INSERTION POUR LA CIRCONSCRIPTION DE GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE ET NEUILLY-PLAISANCE – SUBVENTION ET CONVENTION AVEC GERMINAL

La commission permanente du conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil départemental n°2021-VII-24 du 1^{er} juillet 2021 lui donnant délégation,

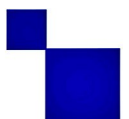
Sur le rapport du président du Conseil départemental,

après en avoir délibéré,

- APPROUVE la création d'une agence locale d'insertion supplémentaire sur le territoire de Gagny, Neuilly-sur-Marne et Neuilly-Plaisance, portée par l'organisme Germinal ;

- ATTRIBUE la subvention de fonctionnement 2023 de 374 416 euros à l'organisme cité ci-dessus selon les montants présentés dans le tableau récapitulatif ci-annexé ;

- APPROUVE la convention 2023-2026, ci-annexée, à conclure avec l'organisme cité ci-dessus ;



- CHARGE Monsieur le Président du Conseil départemental de signer ladite convention au nom et pour le compte du Département.

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstentions : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.